

morales immuables. Seuls les temps et les dirigeants ont essayé de les oublier; nous avons des exemples de retour, comme la Renaissance, sans oublier qu'elle a été le produit des esprits éclairés, à la joie de tous.

2. Une évaluation de l'étape actuelle de la globalisation

2.1. Quelques aspects généraux. Dans notre interprétation, nous partons d'une définition de la globalisation consacrée depuis 2006, même si elle ne donne pas une image claire de ses conséquences sociales, qui sont tardivement devenues perceptibles: «*La globalisation est un processus dynamique de libéralisation, d'ouverture et d'intégration internationale sur un large éventail de marchés, du travail aux biens et des services aux capitaux et à la technologie*»³. Une définition, en fait, des bonnes promesses de la globalisation, en termes de mécanismes capables de donner une nouvelle dynamique à la coopération internationale et, surtout, à la multiplication des acteurs actifs, avec des contributions significatives à l'économie globale.

Une fois que l'on est arrivé à voir le côté obscur de la globalisation⁴, il faut encore attendre pour pouvoir détacher, avec la précision d'un chercheur avisé, les iniquités produites dans un espace aussi grand que la planète. Les règles de la libéralisation ont été assimilées presque par tous les Etats actifs, contributeurs et dynamiques dans le processus de globalisation.

La définition complète du processus de la globalisation aura besoin peut-être des décennies, mais sa petite histoire, s'étendant pratiquement sur les trente dernières années, relève au moins trois choses ou aspects à souligner.

Le premier aspect: la globalisation n'est pas la continuation de l'internationalisation (l'ONU) ou de la mondialisation (l'OMC), parce

³ De la Dehesa, Guillermo, 2006, *Winners and Losers in Globalization*, Wiley-Blackwell, p. 1.

⁴ Sur lequel j'ai écrit et détaillé plusieurs fois, lors des rencontres académiques importantes, comme le séminaire européen «Penser l'Europe» (FNSA – Académie roumaine, septembre 2016) ou la XIe session de l'Académie royale espagnole de sciences économiques et financières (RACEF, Barcelone, novembre 2016).

que les deux processus concernent les Etats-nations qui signent des traités ou des accords formels. La globalisation *n'est pas formalisée par un document*, bien que les Etats-nations sont effectivement impliqués et entraînés dans ce processus. Mais il y a déjà des approches qui nous disent que la globalisation, dans la dimension de la connaissance humaine et de la dissipation des informations sur le savoir, a commencé en même temps avec l'humanité elle-même.

Le deuxième aspect: la globalisation, vue comme *des défis et des opportunités*, a déjà montré sa *double face*, tant celle «*bénéfique*», pour ainsi dire, que celle *sombre*, la crise financière les mettant au miroir. L'inclusion de ses traits contraires ou la fracture entre ces deux catégories d'effets dénotent que la globalisation est un autre «terrain», peut-être le plus vaste, de manifestation d'une compétition entre les Etats-nations, subordonnée aux plus larges libertés de circulation (main d'œuvre, capital, biens et services) et, surtout, à leurs conséquences. J'ai mis un autre «terrain» entre guillemets, car il s'agit d'une volumétrie structurelle, qui donne du contenu à une globalisation qui tend vers l'absolu. Les libertés transcendent le cadre formel, qui les conditionne au sein d'un groupe d'Etats-nations (UE), et deviennent l'expression de l'expansion de la matrice de valeurs définissant **le paradigme sociétal de la globalisation de la démocratie et de l'économie de marché sans frontières**. Toutefois, *la globalisation n'apporte rien par elle-même*, mais seulement par et avec l'implication des Etats-nations, certains (peu) exerçant le rôle de traction et autres (la plupart) entrant dans le «jeu» des premiers. Derrière les Etats-nations sont des peuples et des volontés politiques, dans une hiérarchie de décision et de commandement toujours au-delà de leurs propres frontières.

Le troisième aspect: *les effets de la globalisation*. A ce stade d'évolution, se sont coagulés des phénomènes de nature à lui donner un sens dangereux, similaire à celui d'une autre période historique du XXe siècle – nationalisme et populisme – sur le fond des changements visibles d'approche politique des intérêts, tant au sein des Etats-nations, que dans

la dynamique de la configuration des puissances traditionnelles et émergentes.

La crise financière (2008-2010) apparaît de plus en plus comme point d'inflexion dans un long cycle de confrontation des systèmes ouverts et fermés, portant, au préalable, la courbe d'évolution sociétale à un sommet aigu et fracassant, sur le fond des bénéfices d'entraînement de la globalisation, respectivement d'entraînement de tous les Etats dans un jeu planétaire informel. On dit que cet entraînement, apparemment volontaire, des Etats-nations a eu comme repère l'exercice de la mise en valeur, en fonction des habiletés nationales, des *opportunités* et des *défis de la globalisation*. Une caractéristique de la globalisation, bien mise en évidence (apparemment par une nouvelle apologie de l'espace vital), a été **P'émergence**, qui a prouvé, jusqu'à un certain point, que la globalisation, dans la formule des sociétés ouvertes, apporte le bénéfice de «brûler les étapes» pour le développement plus rapide de ceux restés en retard, dans le processus de rattrapage (*catch-up*) des décalages entre le monde développé et le monde sous-développé. *L'émergence a évolué entre le pragmatisme des uns et l'illusion des autres, les rôles étant souvent changés.*

Actuellement, la situation de la globalisation est fluide, marquée par un possible «*stop and go*». Ce «*stop*», respectivement ses causes profondes, qui de toute manière ne datent pas du moment du Brexit, ne sont pas encore bien connues. Quant au lancement d'un nouveau «*go*», il ne fait que multiplier et amplifier les incertitudes déjà produites par le Brexit. Les clarifications viendront ensuite, tant dans la négociation de la sortie de la Grande-Bretagne, que dans les formulations opérationnelles de la politique intérieure et étrangère du président américain, et seront très surprenantes.

La situation fluide de la globalisation nous détermine à regarder attentivement certaines analyses sur son avenir, faites avant le Brexit. Nous nous attachons à ceux qui regardent la globalisation dans tous ses plans. Giuliano Morais et Ricardo Almeida⁵, évoquant le débat entre

⁵ Dugin, Aleksandr; De Carvalho, Olavo, 2016, *Statele Unite și noua ordine mondială. O dezbatere între Olavo de Carvalho și Aleksandr Dugin (Les Etats-Unis et le nouvel ordre Mondial.*

Olano de Carvalho (philosophe, écrivain et journaliste brésilien) et Aleksandr Dugin (géopoliticien, philosophe, sociologue et homme politique russe), attirent notre attention sur l'ouvrage *Statele Unite și noua ordine mondială* (*Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial*). Les commentateurs et les auteurs soutiennent leurs conclusions en citant, à leur tour, les travaux des philosophes Martin Heidegger et Karl Popper, du politologue Samuel Huntington, des sociologues Marcel Mauss, Gilbert Durand, Pitirim Sorokin, Claude Levi-Strauss, des diplomates et géopoliticiens Stephen R. Mann, Henry Kissinger, Zbigniew Brzeziński et autres.

Partant des principes énoncés par Popper et Huntington, critiqués à leur époque, mais aussi des «décisions» de certains idéologues de la Commission trilatérale, du Conseil pour les relations extérieures ou du Groupe Bilderberg, la globalisation est divisée en quatre plans: *économique, géopolitique, ethnique et religieux*. Vues par la synergie totale et des évolutions quelque peu rapides, les quatre plans pourraient révéler la crainte même envers le mode de déroulement de la globalisation et expliquer les causes du Brexit ou celles de l'élection (2016) de Trump. Selon Morais, *«le plan économique consisterait dans l'imposition totale et obligatoire du système de marché capitaliste dans le monde entier; le plan géopolitique serait représenté par la prédominance absolue des pays de l'Occident historico-géographique sur l'Orient; le plan ethnique consisterait dans l'encouragement d'un métissage non discriminatoire, dans la lutte contre toute unité raciale, nationale, ethnique et culturelle localisée; et enfin, sur le plan religieux, le Nouvel ordre mondial prépare l'apparition d'une figure mystique, qui révélera une nouvelle religion qui unifiera l'humanité»*.

On observe, dans des limites maximales, que les théories de Popper (la démocratie – le seul moyen de progresser, en garantissant la liberté individuelle dans une société ouverte) et de Huntington (des conflits religieux et ethniques) sont devenues la «pratique» de la globalisation que nous connaissons jusqu'à la déclaration malheureuse d'Angela Merkel

Un débat entre Olano de Carvalho et Aleksandr Dugin, Introduction par Giuliano Morais et Ricardo Almeida, Maison d'édition Humanitas, Bucarest.

concernant l'absorption «réglementée» des réfugiés en nombre considérable dans l'espace de l'Union européenne (2015).

2.2. L'inégalité globale. Beaucoup d'études de certaines organisations internationales (l'ONU, le FMI, la BM, l'OCDE) et entités privées (universités et instituts de recherche renommés) traitent assidûment le phénomène de l'inégalité, notamment en termes économiques, respectivement la dispersion et la distribution de la richesse créée par le modèle économique actuel, de plus en plus ouvert par la globalisation. L'inégalité a englobé tant la structure de l'économie globale, que celle des Etats souverains individuels. Les concentrations soit de richesse, soit de pauvreté sont caractéristiques tant à l'échelle globale, qu'au cadre des économies nationales, la dichotomie entre pays riches et pays pauvres atteignant un croisement d'épreuves difficiles pour le social. Paradoxalement, l'inégalité globale se manifeste sur le fond et sur une tendance historique de l'augmentation de la richesse planétaire, commençant pratiquement avec la première révolution industrielle. Les pays qui ont «rejoint» la révolution respective sont devenus de plus en plus riches, par rapport au reste du monde, la comparaison elle-même signifiant inclusivement *l'écart (gap)* entre les pays riches et entre ceux-ci et les autres pays. L'inégalité, à partir de l'ensemble global, doit être vue jusqu'au niveau du citoyen.

La mesure dans laquelle la globalisation d'aujourd'hui est la cause de la croissance des inégalités économiques, au sein des pays et entre les pays, est discutable. Mais, vue comme une caractéristique réelle, comme résultat ou résidu des modèles économiques pratiqués par différents pays, la détermination de l'inégalité dépend moins des ressources naturelles, mais très beaucoup des politiques mises en œuvre par une autorité, qu'elle soit démocratique ou dictatoriale. Comme conséquence, on peut apprécier qu'au sens inattendu de la croissance économique, de tous les temps, incombe l'inégalité entre les pays et en leur sein, et son observation comme un grand risque du présent interroge de manière objective les limites et le paradigme du modèle de croissance.